



2010 est l'Année des délégués syndicaux et les sections locales de tout le pays soulignent de manière créative la valeur du travail de ces militants. Des blousons en molleton sur lesquels est brodé le mot « Délégué » à Sault Ste. Marie, au nouveau T-shirt des délégués en Colombie-Britannique, on rend hommage aux délégués syndicaux. La Direction du développement syndical du SCFP a mis à jour le manuel des délégués syndicaux, en plus d'avoir élaboré une nouvelle série de cours à leur intention.

La Réplique

Réseauter pour mieux militer

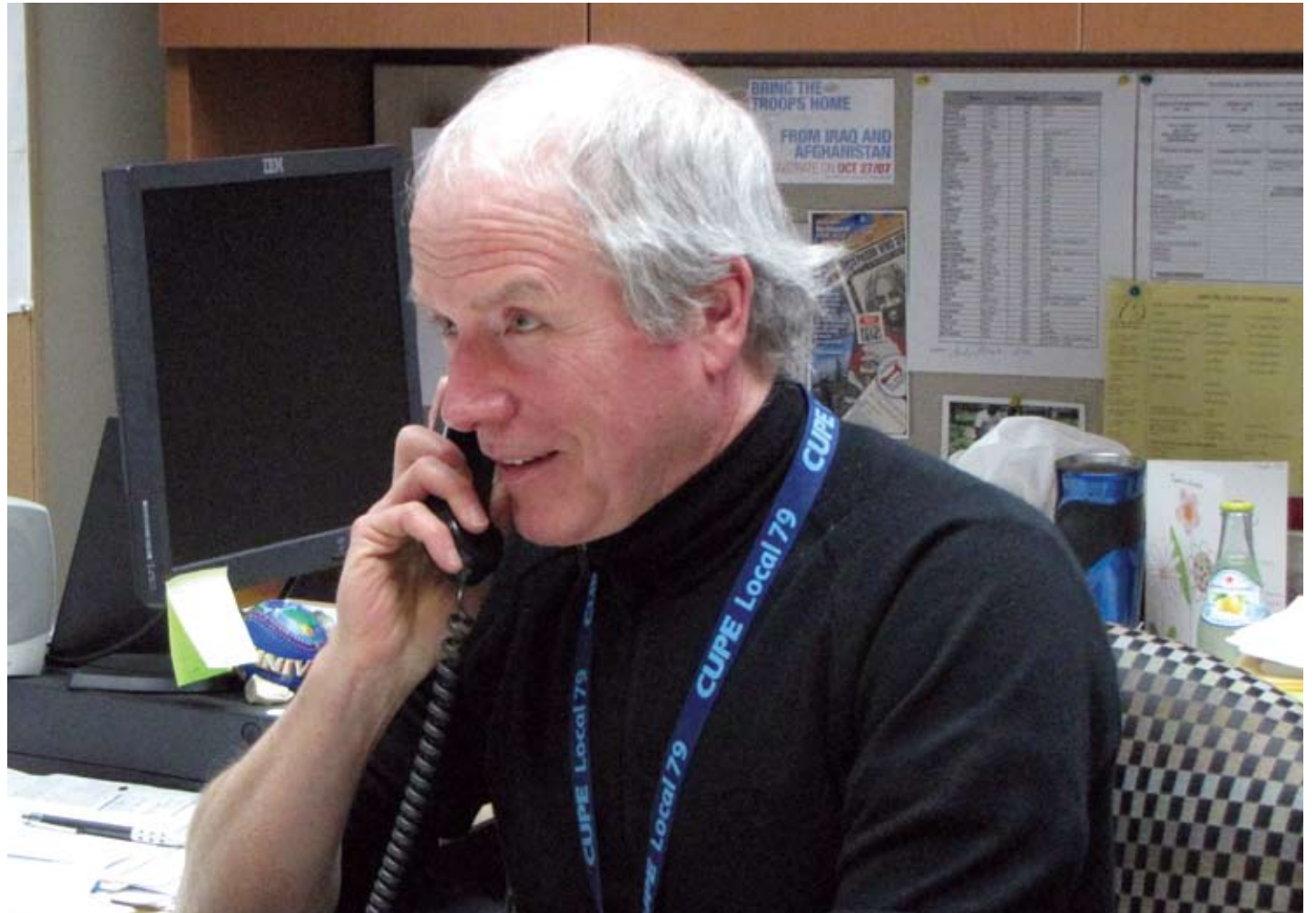
PAR PAT DALEY

Les délégués syndicaux sont impatients de partager leurs connaissances et de briser l'isolement que beaucoup ressentent. Plus d'une centaine d'entre eux se sont présentés à un caucus impromptu organisé au congrès national d'octobre dernier. Dans le cadre de la politique d'orientation stratégique adoptée par les congressistes, le SCFP a décrété que 2010 serait « l'Année des délégués syndicaux ».

« La rencontre a été extraordinaire, s'est réjoui David Kidd, délégué en chef de la section locale 79 du SCFP, qui a organisé l'événement. Je suis allé une seule fois au micro pour annoncer la réunion. Je n'ai pas envoyé d'avis écrit, je n'ai pas posé d'affiches. Je pensais que je m'étais trompé de salle lorsque je suis arrivé parce qu'une centaine de personnes attendaient déjà. »

Ils se sont rencontrés. Ils ont discuté. Et ils ont décidé de créer un réseau avec serveur de liste pour poursuivre la conversation. Quelques-uns ont abordé des problèmes qu'ils vivent en tant que délégués syndicaux – sentiment d'isolement et manque de ressources, entre autres – mais la majeure partie de la discussion a porté sur des enjeux communs au travail :

- tactiques dilatoires des employeurs pour limiter les griefs;
- charge de travail et stress;
- compressions et licenciements;
- augmentation des accusations de fraude et des conflits; et,
- surveillance des travailleurs



Au congrès de 2009, David Kidd, délégué syndical en chef de la section locale 79 du SCFP, a convoqué un caucus impromptu qui a attiré plus de 100 personnes et mené à la création du réseau des délégués syndicaux.

et contrôle accru des heures d'arrivée et de départ.

« Certains se demandaient si les mesures disciplinaires sont en hausse, parce que nous ne quantifions pas ces choses-là, a précisé David Kidd. Nous ne faisons pas d'analyses qui nous permettraient de savoir si la moyenne des suspensions augmente. Le nombre moyen de suspensions et de mesures disciplinaires augmente-t-il? Les employés de la fonction publique sont-ils surveillés plus étroitement? Selon notre

expérience, il semble que ce soit le cas. »

« La cueillette et l'analyse des données relatives aux griefs, en plus d'aider les délégués syndicaux, permettraient aussi de mobiliser les membres », a-t-il ajouté.

« Nous sommes excellents dans le règlement des griefs, a précisé M. Kidd. C'est notre vie, c'est la base de notre travail, nous savons ce que nous avons à faire. Mais sommes-nous capables de mobiliser les membres autour de ces griefs afin qu'ils soient plus

engagés? Les membres ont peur de riposter. Lorsque l'on organise des griefs collectifs et qu'un plus grand nombre de membres participent, il y a un sentiment de réaction collective et de défense des droits. Notre capacité à mobiliser autour de griefs fera la différence pour nos membres. »

Il faut profiter de 2010, l'Année des délégués syndicaux, pour poursuivre la discussion et nous attaquer aux enjeux des premières lignes. On peut en savoir plus sur l'Année des délégués syndicaux à scfp.ca/delegue.

La Réplique

La publication trimestrielle
du SCFP

ISSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le
Syndicat canadien de la fonction
publique. Adressez toutes lettres à la
rédaction à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7
Téléphone : 613-237-1590
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non
distribuables à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à
scfp.ca ou communiquez avec nous à
cupemail@cupe.ca

Rédactrice en chef : Catherine Louli
Directeur des communications :
Stephen Howard

Traduction : Louise O'Neill
Graphisme : Marnie Thorp

Adjointes à la rédaction :
Marjorie Savoie, Hélène Bélanger et
Manon Lajoie

Collaborateurs : Dan Gawthrop, Janet
Szliske, Roseanne Moran, Lou Arab,
Beth Smillie, Dennis Lewycky, Pat
Daley, James Chai, Robert Lamoureux,
Kevin Wilson, Wendy Forbes, Robert
Bellerose, Alexandre Boulerice,
Danielle Savoie, John McCracken,
Allison Gifford, Sébastien Goulet,
Karin Jordan.



Imprimé par une entreprise syndiquée
sur du papier recyclé à 50 %
contenant 30 % de matières recyclées
après consommation, et libre de
chlore élémentaire, certifié par le
Forest Stewardship Council.

Syndicat canadien de la fonction publique

Conseil exécutif national
Président national – Paul Moist
Secrétaire-trésorier national –
Claude Généreux

Vice-présidences générales
Daniel Légère
Lucie Levasseur
Fred Hahn
Tom Graham
Barry O'Neill

Vice-présidences régionales
Wayne Lucas – Terre-Neuve-et-
Labrador
Danny Cavanagh – Nouvelle-Écosse
Sandy Harding – Nouveau-Brunswick
Milo Murray – Île-du-Prince-Édouard
Charles Fleury – Québec
Nathalie Stringer – Québec
Candace Rennick – Ontario
Michael Hurley – Ontario
Henri Giroux – Nord de l'Ontario
Mike Davidson – Manitoba
Judy Henley – Saskatchewan
Dennis Mol – Alberta
Mark Hancock – Colombie-
Britannique
Ken Robinson – Colombie-
Britannique

Vice-présidences de la diversité
Brian Barron
Yolanda McClean

Défendre les négociations collectives et protéger les services publics



Paul Moist, président national du SCFP, s'adresse aux délégués du Sommet bleu sur l'eau.

PAR ALLISON GIFFORD

L'environnement dans lequel évoluent les travailleurs a beaucoup changé depuis deux ans. Ils ont dû passer à travers l'une des pires récessions mondiales depuis les années 1930. Et bien que le Canada ait amorcé une reprise, les meilleurs économistes du pays s'entendent pour dire qu'elle sera longue et lente.

La récession a rendu les travailleurs plus vulnérables au chômage élevé, aux faibles salaires, aux pertes des caisses de retraite et aux réductions de services. Les objectifs stratégiques établis au congrès du SCFP de 2009 reflètent ces nouveaux défis.

« Les effets de la récession sont loin d'être terminés, affirme le président national du SCFP, Paul Moist. Nous nous attendons à des négociations plus difficiles avec des gouvernements qui tentent d'équilibrer leurs budgets. Nous savons aussi que les Canadiens comptent sur l'ensemble des services publics fournis par les membres du SCFP et que nous devons défendre ces services à tout prix. »

Les objectifs stratégiques établis par le SCFP pour les deux prochaines années insistent sur l'importance de la défense des négociations collectives et de la protection des services publics. Ces deux enjeux, selon Paul

Moist, sont liés. « Lorsque nous défendons nos emplois et nos conventions collectives, nous défendons aussi les services publics dont les Canadiens ont besoin – surtout en temps de récession. »

Le plan prévoit notamment la consolidation de la force du syndicat, de la base jusqu'aux plus hauts niveaux. Le document d'orientation stratégique engage tous les membres du SCFP à se soutenir les uns les autres pendant les négociations. Il instaure également « l'Année des délégués syndicaux », pour que soit reconnu et appuyé le rôle critique joué par les délégués syndicaux dans l'édification d'un syndicat fort et de milieux de travail sains. « La pierre d'assise de notre syndicat a toujours été la présence de militants solides et engagés dans les milieux de travail, souligne Paul Moist. Beaucoup de membres partent à la retraite, ce qui modifie considérablement le visage du syndicat. Nous devons en profiter pour partager nos connaissances avec la prochaine génération de militants et leur laisser savoir l'importance qu'accorde le syndicat à ses délégués syndicaux. »

Avec la reprise économique, le SCFP veut empêcher que ce soit les travailleurs et les communautés qui se retrouvent avec la facture de l'équilibre

budgétaire. « Le SCFP continuera à s'opposer à la privatisation sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de partenariats public-privé (PPP) à grande échelle ou de sous-traitance, insiste Paul Moist. Nous avons fait de grands progrès dans le dossier des PPP au fil des ans. En fait, certains gouvernements y ont maintenant carrément renoncé. »

Les congressistes se sont également penchés sur la question des régimes de retraite et le SCFP s'est engagé à se joindre à la campagne du Congrès du travail du Canada pour assurer des régimes de retraite à tous les Canadiens. Le SCFP luttera aussi pour les 30 pour cent de membres qui sont toujours sans protection. « La retraite dans la dignité est l'un des grands objectifs du SCFP, non seulement pour ses propres membres, mais aussi pour tous les autres travailleurs – en particulier les 11 millions de Canadiens qui n'ont pas de régime de retraite au travail », ajoute Paul Moist.

« À notre congrès national, nous nous sommes dotés d'un plan concret qui guidera nos sections locales et nos membres pour les deux prochaines années, conclut Paul Moist. Je suis très heureux de voir l'enthousiasme manifesté par les régions et par les membres du SCFP à l'égard de cette orientation stratégique. »

scfp.ca/orientation-strategique

Soins de longue durée : un sondage révélateur

PAR LOU ARAB

Un sondage mené auprès de 561 membres du SCFP au service d'établissements de soins de longue durée et de soins pour bénéficiaires internes en Alberta montre que les conditions dans les établissements pour personnes âgées de la province ne se sont pas améliorées.

Selon le SCFP-Alberta, plus de 80 pour cent des réponses des membres au service de résidences indiquent que les bénéficiaires ont besoin de plus de soins que ce que n'offre leur établissement.

Voici quelques conclusions du sondage :

- 73 pour cent des répondants disent que les niveaux de dotation en personnel ne suffisent pas à combler les besoins des bénéficiaires;
- 89 pour cent des répondants des soins de longue durée et 67 pour cent des répondants des soins pour bénéficiaires internes disent n'avoir que peu ou pas de temps pour les soins individuels;
- 53 pour cent des répondants signalent que le matériel est désuet ou en mauvais état;
- 82 pour cent des répondants affirment que les bénéficiaires ont besoin de plus de soutien que ce que peut offrir un foyer ou une résidence;
- 71 pour cent des répondants disent que les bénéficiaires doivent s'inscrire sur des listes d'attente pour obtenir des soins de longue durée.

Un autre budget est possible

Le budget fédéral a été déposé à la Chambre des communes au début de mars et les conservateurs de Stephen Harper ont choisi de ne pas faire d'investissements publics pour créer de nouveaux emplois et assurer un avenir durable à la prochaine génération de Canadiens. C'est en investissant dans les services publics qu'on peut créer des emplois et améliorer le niveau de vie de tous les Canadiens. En période de déficit, les dépenses publiques favorisent l'emploi tout en créant des actifs de valeur pour les générations futures.

Quelques jours avant le dépôt du budget fédéral à la Chambre des communes, le Centre canadien des politiques alternatives a publié l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral. Le document propose un plan qui répondrait aux besoins des travailleurs canadiens par la création d'emplois et la consolidation des services publics de façon à jeter les bases d'une économie plus forte et d'une société plus égalitaire. Le plan permettrait de faire reculer le chômage à ses niveaux d'avant la récession d'ici la fin de 2011. Il montre aussi qu'il est possible d'atteindre l'équilibre budgétaire grâce à une fiscalité et à des investissements intelligents. Pour en savoir plus sur le budget, consultez scfp.ca/budget-2010.

Le SCFP donne au fonds de secours pour Haïti



Lung Liu lungliu.com

Des enfants se remettent de leurs blessures à l'hôpital général de Port-au-Prince après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. La Croix-Rouge estime que plus de 3 millions de personnes ont été touchées par le séisme.

Le SCFP a remis 100 000 \$ à Oxfam-Québec pour contribuer aux efforts de secours après le tremblement de terre qui a frappé Haïti. « Nos pensées accompagnent le peuple haïtien et tous ceux qui ont perdu des êtres chers », a déclaré le président national du SCFP, Paul Moist.

En plus du don du SCFP national, les sections locales de tout le pays se sont mobilisées pour recueillir de l'argent pour Haïti.

« Nous sommes extrêmement fiers de la solidarité manifestée par nos sections locales et nos membres individuellement à l'endroit du peuple haïtien », a affirmé Claude Généreux,

secrétaire-trésorier national du SCFP.

« Compte tenu de l'ampleur de la tragédie, les dons doivent continuer à arriver pour assurer la reconstruction du pays et une qualité de vie adéquate pour les habitants d'Haïti », a poursuivi Claude Généreux.

Il y a beaucoup de façons de donner. Le SCFP invite ses 600 000 membres à continuer à verser des dons individuels à La Coalition humanitaire, qui est une coalition formée d'Oxfam-Canada, Oxfam-Québec, Care Canada et Aide à l'enfance Canada, ou encore à la Croix-Rouge.

scfp.ca/haiti

Transport aérien : 2010, année charnière

Les agents de bord membres de notre Division du transport aérien sont en mode mobilisation. En 2010, ils vont tous entamer le renouvellement de leur convention collective (sauf ceux de Calm Air, du Manitoba, qui ont signé jusqu'au 30 avril 2013).

Soyez à l'affût, ces anges gardiens des voyageurs pourraient en appeler à votre solidarité durant leurs négociations. scfp.ca/aerien

Sections locales	Compagnie	Expiration de la convention collective
4091, 4092, 4094, 4095	Air Canada	31 mars 2011
4041, 4047, 4078	Air Transat	31 octobre 2010
4044	CanJet	30 juin 2010
4088, 4089	Cathay Pacific	31 décembre 2010
4021, 4040	First Air	31 décembre 2010

Scènes de la vie syndicale



Des défenseurs de Insite, le premier et seul site légal d'injection supervisée en Amérique du Nord, sont descendus dans les rues de Vancouver pour accueillir le premier ministre Stephen Harper, qui devait visiter le Centre culturel chinois le 11 février 2010. Le gouvernement conservateur n'a pas réussi à invalider la décision de la Cour suprême de la Colombie-Britannique qui confirmait la légalité d'Insite et il soumet maintenant la cause à la Cour suprême du Canada. Stephen Harper a annulé sa visite plutôt que de faire face à ses opposants.

La négociation a bien meilleur goût!

Le gouvernement de la C.-B. a adopté le projet de loi 21, qui est une attaque législative sans précédent pour imposer une convention collective aux ambulanciers paramédicaux, membres de la section locale 873 du SCFP.

Le SCFP-C.-B. a réagi en lançant une campagne provinciale expliquant les implications de la loi 21 sur les négociations pour les 200 000 travailleurs du secteur public de la Colombie-Britannique dont les conventions arrivent à échéance en 2010. Le SCFP-C.-B. a organisé des rassemblements dans près de 40 communautés afin d'exiger un contrat équitable pour les ambulanciers paramédicaux, tout en dénonçant la loi 21 en scandant « Oui aux négociations! Non à la loi! ».

Dans un contexte de gel salarial pluriannuel et de dette post-olympique, les groupes de services sociaux communautaires et de santé communautaire sont maintenant en mode négociations. Les membres du SCFP du secteur de la santé communautaire ont rejeté un accord de principe ne contenant aucune hausse salariale générale, aucun argent neuf pour les avantages sociaux et aucune amélioration significative des droits des employés.

Dans les secteurs de la maternelle à la 12^e année, des

collèges et des universités, on se prépare intensivement aux négociations en élaborant des propositions, en créant des structures de négociation et en menant des campagnes de sensibilisation.

Sur le front de la privatisation, les sections locales municipales, aux prises avec les pressions financières imposées aux administrations locales, ont commencé à édifier l'appui aux services que leurs membres fournissent dans les collectivités pour lutter contre la privatisation. Dans le Grand Victoria, la lutte du SCFP pour des services publics de traitement des égouts est passée à grande vitesse et la population s'intéresse au dossier de la privatisation.

scfp.ca/colombie-britannique

Tempête de cartes postales pour Ed Stelmach

Une campagne de cartes postales demandant au gouvernement Stelmach de respecter sa promesse de créer des places en garderies permanentes a suscité 2 600 réponses en trois semaines.

« Avant les dernières élections, M. Stelmach avait promis de créer 600 nouvelles places en garderie, a soutenu le président du SCFP-Alberta, Dennis Mol. Il n'en a livré aucune. »

Une assemblée publique organisée par le SCFP à Calgary

sur le sujet a attiré plus de 100 citoyens concernés.

scfp.ca/alberta

Les employeurs des soins de santé se moquent de la conciliation

Quelques jours à peine après le début des discussions de conciliation, les employeurs du secteur des soins de santé de la Saskatchewan ont présenté une offre finale au SCFP et à deux autres syndicats représentant 25 000 travailleurs de la santé, faisant ainsi achopper les pourparlers.

Les membres des trois syndicats de la santé sont sans contrat de travail depuis presque deux ans et les négociations s'éternisent depuis plus de 16 mois.

« Le gouvernement de la Saskatchewan et les employeurs de la santé ne sont venus aux réunions de conciliation que pour y faire acte de présence », a soutenu Gordon Campbell, président du Conseil des soins de santé du SCFP, qui représente 12 600 travailleurs de la santé. « Ils n'étaient pas du tout intéressés à aborder les problèmes de pénurie de personnel et d'autres enjeux d'importance pour nos fournisseurs de soins de santé. »

L'offre finale des employeurs contenait les mêmes concessions rejetées en juin par les membres du SCFP, qui avaient alors voté à 88 pour cent en faveur de la grève.

scfp.ca/saskatchewan

Du progrès au Manitoba

La campagne sur les services sociaux et les garderies, intitulée RESPECT, s'intensifie avec la tenue de plusieurs activités au Manitoba.

Le Programme d'avantages sociaux des employés municipaux de Winnipeg recommandait la hausse des cotisations au régime de retraite pour les employeurs et les employés, plutôt qu'une réduction des prestations, pour combler le manque à gagner dans la capitalisation du régime. Les membres du SCFP ont approuvé les augmentations, tout comme le conseil municipal, qui a commencé à siéger en janvier.

Les membres du SCFP-Manitoba ont mis en place un Conseil des soins à domicile privés qui les aidera à coordonner les efforts de négociation.

scfp.ca/manitoba

Les élections municipales encouragent l'orientation positive en Ontario

Après des mois d'agitation syndicale, le SCFP profitera des prochaines élections municipales en Ontario pour décrire des avantages des services publics.

Le SCFP et le Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario se déploieront dans toute la province pour promouvoir la participation locale et amorcer des campagnes en faveur des services publics afin de faire élire



Les parents, les travailleurs et les enfants de Windsor ont envoyé un message aux élus provinciaux et fédéraux. Un rassemblement organisé par la Coalition ontarienne pour de meilleurs services éducatifs à l'enfance et par le SCFP-Ontario voulait intensifier la pression sur le ministre des Finances de l'Ontario Dwight Duncan avant le dépôt de son budget de mars.

des conseillers municipaux et des maires favorables aux services publics. À l'heure actuelle, le discours politique municipal porte notamment sur la fermeture de garderies à Windsor et à Toronto et sur la vente d'actifs publics comme Toronto Hydro. De plus, dans bien des municipalités ontariennes, la privatisation et la sous-traitance menacent les services publics.

Les sections locales de toute la province devront participer à la campagne pour faire élire, le 25 octobre, des femmes et des hommes politiques qui comprennent la valeur et le rôle de services publics forts dans notre société.

scfp.ca/ontario

Création d'un comité spécialisé sur les questions autochtones

Le SCFP-Québec a désormais un comité spécialisé sur les questions autochtones, le Conseil québécois des autochtones, dont la création fait suite à une résolution adoptée au congrès du SCFP-Québec de 2009.

La première rencontre du comité avait lieu à Montréal le 28 janvier 2010. Pour l'instant, trois secteurs sont représentés (énergie, affaires sociales et municipalités) mais la participation de tous les secteurs du SCFP est souhaitée.

Le Conseil a, entre autres, le mandat de promouvoir et de défendre les droits des travailleurs autochtones au sein de notre syndicat. Il se penchera également sur les questions liées au racisme et à l'équité en matière d'emploi.

Enfin, le comité veut augmenter la participation des autochtones à notre mouvement.

scfp.ca/quebec

Entente pour les travailleurs des foyers de soins infirmiers

Les membres du Conseil des syndicats des foyers de soins infirmiers du Nouveau-Brunswick (CSFSNB) ont ratifié une nouvelle convention collective de quatre ans.

La convention accorde aux travailleurs des foyers de soins infirmiers la parité salariale avec leurs collègues des hôpitaux et assure aux Infirmières auxiliaires autorisées (IAA) une protection contre les examens de dotation en personnel et les augmentations des besoins en services. Certaines catégories recevront une hausse de plus de 30 pour cent; l'augmentation salariale moyenne pour la durée du contrat est de 22 pour cent. Cette entente bonifie aussi les primes d'équipe de weekend et les paies de congés, et permettra au syndicat de travailler à l'amélioration des programmes de mieux-être et du programme d'aide aux employés. Elle prévoit en outre des avantages sociaux pour les retraités.

scfp.ca/nouveau-brunswick

La Commission de relations de travail donne raison au SCFP

La Commission des relations de travail de Terre-Neuve-et-Labrador a décidé que 135 bibliothécaires suppléants au service des bibliothèques communautaires de toute la province étaient désormais membres de la section locale 2329 du SCFP.

Dans sa décision, la Commission soutient qu'il n'est pas nécessaire de tenir un vote d'allégeance pour les employés touchés par la demande et inclut les bibliothécaires suppléants dans l'unité de négociation.

La section locale 2329 du SCFP représente plus de 180 bibliothécaires travaillant dans 96 lieux de travail de toute la province. Ils participent aux négociations provinciales.

scfp.ca/terre-neuve

Nouveaux contrats ratifiés dans les hôpitaux et conseils scolaires de la N.-É.

Plus de 7 000 travailleurs des hôpitaux et des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse, membres du SCFP, ont approuvé leurs nouvelles conventions collectives.

Wayne Thomas, coordonnateur des soins de courte durée au SCFP, affirme que les sections locales du secteur hospitalier des régions rurales de la Nouvelle-Écosse ont voté à 98 pour cent en faveur de leur entente de trois ans. L'un des faits saillants de la convention est un ajustement économique de 2,9 pour cent (parité salariale) pour tous les employés, rétroactif au 1^{er} avril 2009.

Quant aux votes de ratification dans les conseils scolaires, ils se situaient entre 88 et 96 pour cent. « Nous avons atteint notre objectif, qui était le droit aux mêmes augmentations que les enseignants et autres travailleurs de notre secteur, a affirmé Wilfridine Crowdis, présidente du Conseil des syndicats des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse. Comme nous l'avons dit dans notre campagne publique, c'était une question d'équité – ni plus, ni moins. »

scfp.ca/nouvelle-ecosse

Défendre nos salaires

Les membres du SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard préparent leurs munitions pour mener la lutte contre un possible gel salarial. En décembre dernier,

le gouvernement de l'Î.-P.-É. annonçait un gel salarial pour les députés et les hauts fonctionnaires et laissait entendre que ce gel s'appliquerait à tous les travailleurs du secteur public.

En mars, une conférence sur les négociations lancera une campagne provinciale sur l'importance de la libre négociation collective. La campagne coïncidera avec le début des négociations collectives des groupes du secteur des soins de santé de la province, de même qu'avec celles des sections locales des secteurs des Services médicaux d'urgences (SMU), des municipalités, de l'éducation et des universités.

scfp.ca/ipe

Accord de principe pour 48 000 travailleurs du secteur de la santé

Un accord de principe touchant plus de 48 000 travailleurs des hôpitaux et des établissements de soins de longue durée a été conclu entre l'Association multisyndicale de négociation dans les établissements et les employeurs du secteur de la santé de la Colombie-Britannique.

L'entente de deux ans protège les salaires et l'assurance-maladie complémentaire, offre des solutions de rechange aux travailleurs touchés par la restructuration et la privatisation et prévoit des hausses de rémunération pour certaines catégories d'emplois.

L'accord a été conclu dans un contexte de gels de salaires dans le secteur public et à peine quelques semaines avant le dépôt d'un budget post-olympique qui devrait donner lieu à une nouvelle série de compressions dans les régies de la santé.

www.heu.org

Un enjeu plus grand que nous

Une entrevue avec Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP



Panneau-réclame d'espoir à Copenhague pendant la conférence internationale sur les changements climatiques.

PAR SÉBASTIEN GOULET

SG : De plus en plus, l'urgence d'agir contre les changements climatiques s'impose. En quoi l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à deux degrés est-il si important?

CG : Il y a un fort consensus scientifique international à l'effet que les changements climatiques en cours sont causés par l'activité humaine, par notre façon de vivre. Il émane de travaux de 800 scientifiques dont les données ont été révisées par 2 500 de leurs collègues. Bien sûr, certaines personnes émettent des doutes, tout comme il y a 25 ou 30 ans, des gens doutaient que les pluies acides nuisaient à l'environnement. Mais le niveau dans l'atmosphère du CO₂, le principal gaz à effet de serre, qui était stable depuis des millénaires, a monté de 270 à 390 parties par million depuis le début de la révolution industrielle. C'est exponentiel. Et ça change le climat d'une manière telle que nous sommes sur le point d'en perdre le contrôle. Passé un réchauffement de deux degrés Celsius, nous risquons une série de cataclysmes impossibles à contenir.

SG : Une étape clé dans la prévention d'un tel chaos climatique a été la Conférence de Copenhague en décembre

2009. Claude, vous étiez sur place à la tête de la délégation du SCFP; quel bilan tirez-vous de l'événement?

CG : Le SCFP était sur place avec ses homologues de l'Internationale des Services Publics et de la Confédération Syndicale Internationale : nous étions 400 délégués accrédités de syndicats de partout au monde. Plusieurs délégations gouvernementales ont été renversées de voir à quel point les syndicats sont partie prenante au débat.

Mais le bilan de la conférence est mitigé. Nous tenions à obtenir un traité contraignant, avec des cibles contraignantes. Nous n'avons pas obtenu ce résultat, mais il y a quand même eu une entente politique. Le 1^{er} février 2010, les pays devaient dévoiler leurs cibles de réductions des gaz à effet de serre. C'est ainsi que Jim Prentice, ministre fédéral de l'Environnement, nous a appris que le Canada allait aligner ses cibles sur celles des États-Unis, peu ambitieuses jusqu'à maintenant. En plus, le président Barack Obama a de la difficulté avec le Congrès américain, comme on le voit avec la difficile réforme de la santé dans son pays. Alors, les États-Unis vont-ils adopter une politique sérieuse? Nous ne le savons pas.

Et puis, si jamais Harper obtient un gouvernement majoritaire, qui sait ce qu'il

décidera? Déjà, Jim Prentice, de façon ahurissante, a attaqué début février le premier ministre du Québec Jean Charest, l'accusant d'en faire trop pour l'environnement. C'est que Charest a décidé d'adopter des normes d'émissions pour les véhicules semblables à celles de l'Europe et d'États américains tels la Californie et New York. Prentice a qualifié ces normes de « folly » (sottise). Comme quoi pour le gouvernement Harper, tout est bon pour en faire le moins possible.

Pourtant, c'est un enjeu plus grand que nous. Il faut que dans sept générations, il y ait encore des jeunes qui profitent de notre belle planète. Le 19^e siècle a été celui de la vapeur et du charbon; le 20^e, celui du pétrole; le 21^e devra être celui des nouvelles énergies : solaire, éolienne, marémotrice, etc. On peut stopper les changements climatiques – c'est notre devoir comme citoyens et travailleurs pour assurer l'avenir de nos villes et de nos pays.

[Réd. : Quelques jours après cette entrevue, le 20 février, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) a affirmé qu'elle comptait appliquer à l'échelle fédérale les mêmes normes d'émissions des véhicules qu'en Californie et au Québec.]

Pour entendre l'entrevue en baladodiffusion, allez à scfp.ca/baladodiffusion

Le CEN en bref

Le conseil exécutif national du SCFP s'est réuni les 17 et 18 mars 2010 à Ottawa. Voici les faits saillants de ses délibérations et décisions.

Adoption du Code de conduite

Au congrès national de 2007, les délégués avaient adopté une recommandation du rapport du Groupe de travail national sur la participation des femmes qui demandait la rédaction d'un code de conduite pour notre syndicat. Le code, adopté à cette réunion du Conseil, établit des normes de comportement à respecter aux congrès nationaux, conférences nationales, cours, réunions et toutes autres activités organisées par le SCFP national.

Résolution du Conseil – Négociation de l'accord de commerce Canada-Union européenne

Le confrère Blair Redlin, chercheur principal au SCFP, a fait le point avec le Conseil sur les négociations qui ont cours présentement entre le Canada et l'Union européenne (UE), qu'un membre du Conseil a qualifiées de « peu rassurantes ». Ces négociations secrètes insistent particulièrement sur un accès total pour l'UE aux marchés publics de tous les ordres de gouvernement, y compris les municipalités, les écoles, les universités, les établissements de santé et les services sociaux.

Le Conseil a adopté une résolution demandant au gouvernement Harper de cesser les négociations et d'entreprendre des consultations transparentes et élargies auprès des intervenants canadiens.

Climat économique pour les négociations – « C'était toute une fête!!! Mais qui paiera ? »

Le confrère Toby Sanger, économiste principal du SCFP, a rencontré les membres du Conseil exécutif national pour faire le point sur l'état de l'économie et voir à quoi nos membres peuvent s'attendre. À l'évidence, ceux qui ont profité le plus de la prospérité tentent maintenant de faire payer le ralentissement à la population en réduisant les services publics. C'est non seulement injuste, mais en plus, il faut une solution de fond pour régler le problème, en réformant le système fiscal pour empêcher d'autres cycles d'expansion et de ralentissement (*boom and bust*). Pour savoir ce que cela signifie pour votre région, consultez le rapport trimestriel à www.scfp.ca.